

FORUM

DE LA SEMAINE

250F

Grand Quotidien Privé Togolais d'Information et d'Analyse

18ème Année N°2804 du Mercredi 25 Novembre 2020

Togo :

**Le témoignage
d'un ancien
ministre guéri
du Covid-19** P.4

Site: <http://www.forumdelasemaine.com>



HANTÉS

LE PLUS ETRANGE
C'EST QUE VOUS ALLEZ ADORER

VOTRE NOUVELLE SERIE CANAL+ ORIGINAL
TOUS LES LUNDIS A 20H30 SUR CANAL+
DES LE 2 NOVEMBRE

CANALPLUSTOGO

22 22 65 65

LES BOUQUETS
CANAL+

Microfinance au Togo et Ces résultats qui en font un bon élève en Afrique de l'Ouest, selon la BCEAO:

Le Togo affiche un Taux de Bancarisation Elargi le plus élevé de la sous-région

L'inclusion financière se porte bien et mieux au Togo. Trois facteurs expliquent sa bonne croissance : le boom de la microfinance, la hausse des encours de crédits octroyés et le nombre de togolais impactés. Le rapport annuel 2019 de la BCEAO sur la situation de l'inclusion financière dans l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) met en exergue cette évidence. Selon ce rapport, le Togo affiche un Taux de Bancarisation Elargi (TBE) le plus élevé de la sous-région de l'ordre de 78,5% largement au-dessus de la moyenne de l'Uemoa (39,7%) devant le Bénin (72,2%), le Sénégal (52,0%) et le Burkina Faso (43,4%). En clair, avec la prise en compte des utilisateurs des services de microfinance, le taux de bancarisation élargi de l'Union ressort à 39,7% en 2019 contre 38,3% en 2018, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage. Mais si dans l'ensemble, elle est expliquée par la faible progression du taux d'utilisation des services de microfinance, qui est ressorti à 21,7% en 2019 contre 21,1% en 4 2018, au Togo, c'est le contraire. Dans le même temps, 25,1% de la population togolaise adulte détient un compte dans une banque, un service postal, une caisse nationale d'épargne ou encore au Trésor. Les populations togolaises sont ainsi plus bancarisées que leurs voisines du Bénin (24,8%), ou du Burkina (23,2%), tandis qu'au sein de l'union, les Nigériens affichent le taux de bancarisation strict le plus modeste (6,8%). Globalement donc, le Togo se classe au 3è rang en matière d'inclusion financière. D'après les statistiques, le Togo réalise un taux d'inclusion financière de 72,3%, devancé par la Côte d'Ivoire (77,9%) et le Bénin (77,8%). Une performance due à des réformes. Cette performance qui positionne pour la deuxième fois le pays sur le toit de la zone de l'UEMOA est due principalement aux utilisateurs des services de microfinance.

P.4



TAUX DE BANCARISATION (SECTEUR DE LA MICROFINANCE)

RANG	PAYS	TAUX
1 ^{ER}	TOGO	78,5 %
2 ^{EME}	BENIN	72,2 %
3 ^{EME}	SENEGAL	52,0 %
4 ^{EME}	BURKINA FASO	43,4 %
5 ^{EME}	COTE D'IVOIRE	30,8 %
6 ^{EME}	MALI	26,7 %
7 ^{EME}	GUINEE-BISSAU	21,3 %
8 ^{EME}	NIGER	16,5 %

Source :

rapport annuel de la BCEAO sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2019



Politique/Soutien à la première femme Premier Ministre du Togo



Tomégah-Dogbé peut compter sur les femmes du secteur privé et du Grand marché de Lomé P5

Politique/Interdiction de la manifestation de la DMK samedi prochain

Voici les raisons qui motivent cette décision de Boukpassi

La Dynamique Mgr Kpodzro (DMK) ne pourra pas manifester dans les rues de Lomé samedi prochain. Le ministre en charge de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires a refusé la manifestation.

Pour rejeter la manifestation des partis membres de la DMK, Payadowa Boukpassi évoque des dispositions décriées de la version modifiée de la loi Bodjona.

P3





RECHARGEZ OU ACHETEZ 500 F ET PLUS DE CRÉDIT ET BÉNÉFICIEZ D'INTERNET GRATUIT PENDANT 3 JOURS.

50 mégas offerts tous les jours de 6h à 8h pour toute recharge de forfaits cumulés de 500F et plus par jour, dans les points de vente agréés ou par TMoney. Promote valable jusqu'au 02/12/2020. Plus d'infos au 888.

@togocom.tg | @togocom_tg | togocom.tg | togocel.tg | togotelecom.tg

NET MATINAL

Internet gratuit
tous les jours
entre 6h et 8h



Confrontée à une concurrence de plus en plus rude

La Brasserie BB Lomé propose un programme de retraite anticipée à son personnel

La Brasserie BB Lomé veut se mettre au diapason du marché togolais, caractérisé par l'apparition d'un nouveau concurrent. L'entreprise installée au Togo depuis 50 ans vient d'envoyer un message à son personnel.

La Brasserie BB Lomé S.A propose à ses employés, un programme de retraite anticipée. L'initiative selon la Direction générale, vise à faciliter la restructuration de l'entreprise et à faire face aux exigences d'exploitation dans un environnement marqué par une concurrence plus forte.

« La Direction générale a le plaisir d'informer l'ensemble du personnel que dans le cadre de la restructuration de l'entreprise et par souci de concilier la santé au travail aux exigences d'exploitation dans l'environnement très concurrentiel connu de tous, il est mis en œuvre un programme de retraite anticipée », informe la Brasserie BB Lomé dans une note de service reprise lundi 23 novembre 2020 par le journal Méga Info.

A en croire les dirigeants de cette société, le programme de retraite anticipée se fera sur la base du volontariat. « Ce programme sera librement ouvert à tous les collaborateurs ayant atteint l'âge de 55 ans révolus au 31 décembre 2020, étant entendu qu'il reviendrait à la direction générale d'évaluer souverainement et de donner une suite favorable aux demandes. La direction générale transmettra à l'agent, une réponse dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception de la demande, qui précisera l'acceptation ou non de la demande ainsi que la date de départ retenue au besoin »,



a indiqué le patron de cette entreprise, Thierry FERAUD.

Dans le contenu de son programme, la Direction générale de la BB Lomé s'engage à payer tous les droits prévus à ses collaborateurs qui seront admis à la retraite anticipée.

« Rémunération de la période travaillée, rémunération des congés non jouis, indemnité de préavis restant due, au cas où le préavis serait particulièrement exécuté, indemnité de départ à la retraite à la date du départ retenue (indemnité de fin de carrière), prime de 13e mois au prorata temporis, prime sur résultats au prorata temporis et bonus individuel au prorata temporis. A cela s'ajoute l'application des dispositions prévues par l'accord d'entreprise en son article 50 soit l'assistance financière de départ à la retraite. Tous agents admis à la retraite a droit, à l'oc-

casion de son départ de la société, à une assistance financière d'un montant de 2 000 000 FCFA pour non-cadres et de 3 000 000 FCFA pour les cadres en sus du paiement des droits légaux, conventionnels et réglementaires », poursuit la société.

Aussi, la BB Lomé soutient son programme avec d'autres mesures d'incitation et d'accompagnement. Il s'agit entre autres d'une indemnité complémentaire exceptionnelle, d'une prise en charge des cotisations scolaires à la CNSS, d'une couverture assurance maladie, etc.

Même si le sujet n'est pas évoqué clairement dans la note de service, tout porte à croire que la Brasserie BB Lomé attend par ce programme, réduire l'effectif de son personnel et par ricochet, sa charge financière.

Afreepress.info

Réformes socioéconomiques

Zoom sur le permis de construire

Au Togo, les réformes socioéconomiques avancent à grands pas dans presque tous les domaines et le domaine de la construction notamment le permis, n'est pas exclu. Les réformes sectorielles opérées au Togo couvrent désormais le permis de construire. Ces facilitations améliorent les conditions de vie ou d'affaires et tombent à pic dans un pays décidé coûte que coûte à accélérer son émergence et mettre les citoyens à l'abri de la précarité. Les honneurs attribués par Doing Business démontrent à juste titre que le climat des affaires est très amical au Togo avec une simplicité en matière d'obtention de permis de construire.



Dans le classement Doing Business 2020, le Togo a progressé de 3,6 points (64,1 points contre 60,5 un an plus tôt) au niveau de l'indicateur « permis de construire ». Il a gagné 40 places et est passé de la 137ème à la 97ème place sur 190 pays. L'initiative phare ayant catalysé cette progression n'est autre que la digitalisation de la demande du permis de construire.

A la vitesse supérieure

A la suite de ce classement, le Togo a accéléré le pas en réduisant les frais d'établissement du plan parcellaire. L'attestation d'immatriculation est désormais le document requis pour une demande de permis de construire. Elle est gratuite et fait suite à la suppression des 02 tampons requis par le passé. Les émoluments des géomètres relatifs à l'établissement des plans parcellaires ont été revus à la baisse en fonction de 80 000 francs pour les plans de superficie inférieure ou égale à 06 ares, 4 000 francs par are au-delà de 06 ares et 96 000 francs pour 10 ares, contre 300 000 francs il y a un an.

Aujourd'hui, le délai de délivrance du plan parcellaire pour une demande de permis de construire est de 10 jours, contre 90 jours il y a 12 mois. Des phases d'inspections spécifiques sont maintenant obligatoires pendant la construction, selon

les risques aux 03 catégories de bâtiments. De surcroît, un guichet foncier unique a été mis en place et regroupe toutes les administrations impliquées afin de simplifier la procédure d'immatriculation foncière, réduire le coût de délivrance du titre foncier et accroître la célérité dans la délivrance des titres.

Le transfert de propriété, autre indicateur touché

Le délai de délivrance des états descriptifs et de renseignement est passé de 48 heures auparavant à 05 heures. Depuis avril 2020, les mutations totales des titres fonciers sont délivrées dans un délai maximal de 06 heures et les frais de transfert de propriété ne s'élèvent qu'à 35 000 francs aujourd'hui. Grâce au projet de numérisation relancé depuis 2017, le gouvernement a digitalisé 99,34% des titres fonciers du Togo, le premier remontant en 1806. La mise en place du guichet foncier unique et du projet de cadastrage a permis d'initier à partir de mai 2018, la numérisation des plans cadastraux du pays.

Pour rappel, depuis janvier 2020, les plans du grand Lomé (2 568) ont été digitalisés et sont disponibles sur une base de données. La liste des réformes est longue, leurs impacts est grande.

Afrique-news.info

COVID-19

6 gestes simples à adopter pour se protéger

L'évolution de la situation liée au coronavirus (COVID-19) est imprévisible et chacun doit donc se tenir régulièrement informé. Vous pouvez réduire le risque d'être infecté ou de propager la COVID-19 en prenant quelques précautions simples.

Voici des mesures annoncées par l'OMS et le gouvernement pour se mettre à l'abri de la pandémie et éviter aussi sa propagation.

1. Se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Se laver les mains, conseillent les médecins, avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos mains.

2. Maintenir une distance d'au moins un mètre



avec les autres personnes qui toussent ou qui éternuent.

Lorsqu'une personne tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes qui peuvent contenir le virus. « Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler ces gouttelettes et donc le virus responsable de la COVID-19 si la personne qui tousse en est porteuse », renseignent les Agents de la

santé.

3. Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche.

Reçu en début de semaine sur une radio locale, le colonel médecin, Dr Djibril Mohama conseille d'« éviter de porter régulièrement les mains sur le visage » en ces moments. Les mains, renseigne-t-il, sont en contact avec de nom-

breuses surfaces qui peuvent être contaminées par le virus. « Si vous vous touchez les yeux, le nez ou la bouche, le virus peut pénétrer dans votre organisme et vous pouvez tomber malade », prévient le médecin.

4. Veillez à respecter les règles d'hygiène respiratoire et à ce que les personnes autour de vous en fassent autant. En cas de toux ou d'éternuement, il faut se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude, ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après.

Les gouttelettes respiratoires, selon les spécialistes, propagent des virus. En respectant les règles d'hygiène respiratoire, vous protégez les personnes autour de vous de virus tels que ceux responsables du rhume, de la grippe ou de la COVID-19.

5. Si vous ne vous

sentez pas bien, restez chez vous. En cas de fièvre, de toux et de dyspnée, appelez le « 111 »

Ce sont les autorités nationales et locales qui disposent des informations les plus récentes sur la situation de la pandémie. Si vous appelez ce numéro en cas d'apparition des symptômes ou en présence d'un cas suspect, vous recevrez d'utiles conseils et consignes.

6. Informez-vous constamment pour savoir quelles sont les villes ou les zones où la COVID-19 se propage à grande échelle.

Il est important de s'informer régulièrement pour savoir l'évolution de la pandémie dans le pays. Si possible, évitez des sorties ou voyages inutiles.

Togotopnews

Des réformes pour garantir le droit au logement à tous

Une maison est le premier et véritable refuge, un élément indispensable pour le bien-être de chaque individu ou famille. La garantie du droit au logement pour tous dans un environnement propice et un cadre de vie attrayant, est assise parmi les objectifs qui régissent le mandat social du chef de l'Etat togolais. Des actes ont été joints à cette volonté politique, ce qui a fait augmenter le nombre de logement social bâti ces dernières années. Pour en arriver là, des réformes ont été décuplées, et pas des moindres. Aujourd'hui, les perspectives sont ambitieuses mais atteignables grâce au Plan national de développement (PND 2018-2022), outil de lutte contre la pauvreté.

Le onzième Objectif de développement durable (ODD) demande aux pays de « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». C'est à cette tâche que se voue le Togo qui a élaboré des indicateurs de moyens notamment la construction de 20 000 logements décentes et à coûts abordables à l'horizon 2022.

Tout calcul fait, c'est un projet réalisable, au vu des efforts multipliés par les pouvoirs publics pour stopper la naissance des bidonvilles et donner à tous des chances de vivre sous un toit décent. L'Etat a prévu l'acquisition de 139 hectares de terrains sur le territoire pour la construction de logements sociaux adéquats. Depuis 2005, plus de 20 000 logements ont été bâtis. D'autres projets de construction de lo-



gements (Mokpokpo, Renaissance et Well City) sont en cours d'exécution dans un partenariat public-privé. Des réformes bénéfiques et

des perspectives rassurantes

Récemment, un nouveau code foncier a été adopté avec la mise en place d'un guichet unique. L'allègement des procédures du foncier et du permis de construire permettent aux Togolais d'avoir un accès facile à l'habitat. Le pays poursuivra le processus de digitalisation et l'immatriculation de 30% du territoire. D'autres initiatives seront aussi prises notamment l'aménagement et la gestion des espaces publics et verts ; la promotion de la production immobilière dans le secteur privé, etc.

Quant à l'urbanisme, il sera créé un Fonds social de développement de l'habitat (FSDH) et les municipalités de 5 000 habitants seront dotées de Schéma directeur d'aménagement urbain (Sdau). A cela se greff-

feront des actions d'envergure comme le bitumage et le pavage des rues dans les grandes villes à travers le Projet d'infrastructures et de développement urbain (Pidu) et la réalisation du Projet eau et assainissement (Peat) dans les chefs-lieux des régions. Pidu bénéficiera à plus de 2,3 millions de Togolais et créera 500 000 emplois temporaires. S'agissant de Peat, il renforcera l'accès à l'eau potable des citoyens, les conditions de vie, d'hygiène et d'assainissement seront améliorées ; la proportion de la population disposant d'installations sanitaires sera améliorée. In fine, 15% de la population auront accès à des infrastructures d'évacuation des eaux usées et 80% à des ouvrages d'assainissement moderne.

Togotopnews.com

Politique/Interdiction de la manifestation de la DMK samedi prochain

Voici les raisons qui motivent cette décision de BoukpeSSI



La Dynamique Mgr Kpodzro (DMK) ne pourra pas manifester dans les rues de Lomé samedi prochain. Le ministre en charge de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires a refusé la manifestation.

Pour rejeter la manifestation des partis membres de la DMK, Payadowa BoukpeSSI évoque des dispositions décrites de la version modifiée de la loi Bodjona.

Pour le ministre d'Etat, la manifestation publique et pacifique projetée par Brigitte Adjagbo-Johnson et ses camarades ne tient pas en compte les dispositions prévues dans la nouvelle loi sur les manifestations publiques au Togo.

Spécifiquement, Payadowa BoukpeSSI reproche aux leaders de la DMK d'avoir choisi plusieurs itinéraires pour leur marche, alors que la nouvelle loi n'autorise qu'un seul.

« En effet, l'article 9-1 nouveau de la loi N°2019-010 du 12 août 2019 modifiant la loi N°2011-010 du 16 mai fixant les conditions d'exercices de la

liberté de réunion et de manifestations publiques et pacifiques dispose que dans le cadre des réunions ou manifestations pacifiques publiques, l'itinéraire comporte un seul point de départ, un seul tronçon de route et un seul point de chute. Or dans le cadre de votre marche vous avez retenu pour le même objet et même jour, quatre points de départ et quatre tronçons différents, au mépris des dispositions légales », a écrit M. BoukpeSSI aux partis membres de la DMK.

De même, le ministre indique que certains tronçons choisis dans le cadre de la manifestation posent problème. Pour lui, la nouvelle loi en vigueur interdit les manifestations sur certains axes et zones, à l'instar de Deckon.

Au surplus, ce collaborateur de Faure Gnassingbé évoque le coronavirus. Pour lui, dans le cadre de la lutte contre la pandémie à la Covid-19, une marche ne pourra pas permettre le respect des mesures barrières édictée par le gouvernement.

Togobreakingnews.info

Etude du projet de loi de finances, exercice 2021

Education, santé, agriculture et économie numérique, les secteurs prioritaires

La présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi TSEGAN, a présidé, ce 23 novembre 2020, l'ouverture des travaux de l'étude en commission du projet de loi de finances, exercice 2021. La séance s'est déroulée en présence du Ministre de l'Economie et des Finances, Sani YAYA et du Ministre chargé des relations avec les institutions de la République, Christian TRIMUA. Il ressort des discussions que les secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et l'économie numérique font partie des priorités du gouvernement.

La politique budgétaire de l'exercice 2021 est spécifique et consacre l'adoption totale et la mise en œuvre du budget programme expérimenté depuis 2018. Les priorités du budget exercice 2021 portent sur la budgétisation des engagements qui ressortent de la feuille de route du gouvernement traduite dans sa politique générale.

En dépit des contraintes liées à la crise sanitaire, le budget 2021 sera orienté vers les priorités sociales avec une hausse de 10,8% des dépenses sociales par rapport à l'année dernière avec 445,1 milliards de francs CFA.

« L'éducation occupe une place de choix dans le budget avec 195,5 milliards de francs CFA pour améliorer les conditions de l'enseignement au Togo. D'autres secteurs notamment l'agriculture, la santé, l'économie numérique font parties des priorités du budget exercice 2021 », a indiqué le Ministre de l'Economie et des finances, Sani Yaya.

La présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi TSEGAN a, pour sa part, affirmé que le projet loi de finances exercice 2021 est celui des grandes innovations mieux, celui des grandes premières.

« Il est le premier adopté par le nouveau Gouvernement suite à l'approbation de son programme d'actions, inaugurant une nouvelle ère dans la gouvernance. Il est aussi le premier projet de loi de finances inspiré par la vision Togo 2025 du Chef de l'Etat. C'est également la pre-



mière fois que l'Assemblée nationale examine un projet de loi de finances consacré à la gestion axée sur les résultats, autrement dit un projet de loi sous forme de budget-programme. Enfin, pour la première fois, le projet de loi de finances intégrera une loi de programmation militaire en un double point de vue », a souligné la présidente de l'Assemblée.

Elle a également ajouté que l'Assemblée nationale a un rôle spécifique et distinct à jouer dans le processus budgétaire. « Ce contrôle budgétaire doit aujourd'hui être moins un contrôle de la régularité budgétaire qu'un contrôle de l'opportunité budgétaire, c'est-à-dire une

vérification de l'adéquation des moyens budgétaires aux besoins de l'action de l'Etat. Seul le processus budgétaire nous permet de fixer un cadre global en matière de choix de gouvernance et de politique dans chacun des secteurs d'une manière concrète et fiable », a-t-elle précisé.

Yawa Djigbodi TSEGAN a par ailleurs convié les députés et commissaires du gouvernement, à fédérer les énergies, atténuer les dissensions et créer, au cours des discussions budgétaires une synergie parlementaire et ambitieuse qui servira les intérêts du Togo.

Avec togotopnews.com

Togo :

Le témoignage d'un ancien ministre guéri du Covid-19

Au moment où, certains semblent minimiser l'ampleur de la pandémie à coronavirus, l'ancien ministre togolais de la culture, de la jeunesse et des sports, Horacio Freitas, guéri du Covid-19 fait un poignant témoignage sur la gravité du mal et appelle tout le mal à la vigilance. Lire ci-dessous l'intégralité de son témoignage.

« Je suis bien Horacio FREITAS, ancien Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports de la République Togolaise. J'ai été victime de COVID 19 alors que je mettais mon masque en permanence, je me lavais les mains, je respectais la distanciation et les mesures barrières. Je tiens à apporter mon témoignage personnel sur ce que j'ai vécu. En effet, après avoir été malade et admis dans une clinique de la place pendant trois jours, les analyses ne donnaient aucun résultat particulier aux médecins qui, par précaution, avaient décidé de me faire effectuer le test COVID par un technicien du Centre de Santé de Wétrivikondji. C'était l'après midi du samedi 07 novembre dernier. Le technicien m'avait prévenu que je recevrais un appel téléphonique au cas où mon test serait positif. Cela n'a pas loupé et, le lundi suivant, le 09 novembre 2020, comme convenu, j'ai reçu un appel me confirmant que mon test était positif. J'étais confiant et psychologiquement prêt à aller me faire soigner comme tout le monde et je peux dire que je suis monté dans l'ambulance qui était venue me récupérer à la clinique dans l'heure qui a suivi avec un certain soulagement. Arrivé au CHR de Lomé Commune à Kégué, j'ai été aussitôt admis dans une grande chambre à deux lits et je me suis affalé sur le premier lit près de l'entrée. Analyse de sang, prise de taille, contrôle de mon poids, radio des poumons et scanner ont suivi quelques minutes après



mon admission et le repas du soir m'a été servi. La nuit fut paisible sans fièvre ni douleur aucune. Dès le lendemain matin, à jeun, les soins ont commencé avec de l'oxygène par le nez, des perfusions diverses, des comprimés, des gélules, la prise de ma tension artérielle, le contrôle de la glycémie et bien d'autres actions médicales dont je n'ai pas le secret. Je peux dire aujourd'hui que c'était des soins intensifs et je tiens à préciser que depuis le début du fonctionnement du CHR et pendant mon séjour de douze jours, tous les soins et les repas sont gratuits pour tous les malades! Je remercie Notre Seigneur Jésus Christ qui a entendu mes appels au secours et je voudrais profiter de cette tribune pour rendre hommage à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, le Président de

la République qui dès le début de la pandémie au Togo, avait mis en place un comité scientifique d'experts avertis, une cellule de riposte contre la maladie et surtout le centre de prise en charge COVID 19 où des compatriotes médecins hyper compétents, réalisent des exploits au quotidien. Je peux attester que notre pays le Togo a du talent médical et j'en suis très fier. Je ne voudrais pas les citer tous, ces jeunes médecins, infirmiers et assistants médicaux, mais, ils se reconnaîtront, tellement j'ai eu à les féliciter et à les remercier individuellement de m'avoir très bien suivi et soigné. En dehors de ces remerciements, j'ai tenu à faire ce témoignage pour convaincre les quelques incrédules (je reste poli) qui pensent encore que la maladie n'existe que dans l'imagination des gens. Elle existe bel et bien et dans le monde entier, elle fait des ravages. Un sincère merci à vous, les patrons des médias qui remettent l'ouvrage sur le métier en permanence en invitant les populations à se protéger et à respecter les mesures barrières. Je vous remercie de m'avoir donné l'opportunité de réaliser ce témoignage personnel et sincère qui me tenait à cœur et grâce auquel, je l'espère, les yeux et les oreilles de nos compatriotes s'ouvriront sur la réalité en attendant un vaccin hypothétique qui sauvera peut-être l'humanité de cette sale maladie pandémique. » Horacio FREITAS, ancien Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports de la République Togolaise. **Actutogo**

Microfinance au Togo et Ces résultats qui en font un bon élève en Afrique de l'Ouest, selon la BCEAO:

Le Togo affiche un Taux de Bancarisation Elargi le plus élevé de la sous-région

L'inclusion financière se porte bien et mieux au Togo. Trois facteurs expliquent sa bonne croissance : le boom de la microfinance, la hausse des encours de crédits octroyés et le nombre de togolais impactés. Le rapport annuel 2019 de la BCEAO sur la situation de l'inclusion financière dans l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) met en exergue cette évidence. Selon ce rapport, le Togo affiche un Taux de Bancarisation Elargi (TBE) le plus élevé de la sous-région de l'ordre de 78,5% largement au-dessus de la moyenne de l'Uemoa (39,7%) devant le Bénin (72,2%), le Sénégal (52,0%) et le Burkina Faso (43,4%). En clair, avec la prise en compte des utilisateurs des services de microfinance, le taux de bancarisation élargi de l'Union est ressorti à 39,7% en 2019 contre 38,3% en 2018, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage. Mais si dans l'ensemble, elle est expliquée par la faible progression du taux d'utilisation des services de microfinance, qui est ressorti à 21,7% en 2019 contre 21,1% en 4 2018, au Togo, c'est le contraire. Dans le même temps, 25,1% de la population togolaise adulte détient un compte dans une banque, un service postal, une caisse nationale d'épargne ou encore au Trésor. Les populations togolaises sont ainsi plus bancarisées que leurs voisins du Bénin (24,8%), ou du Burkina (23,2%), tandis qu'au sein de l'union, les Nigériens affichent le taux de bancarisation strict le plus modeste (6,8%). Globalement donc, le Togo se classe au 3^e rang en matière d'inclusion financière. D'après les statistiques, le Togo réalise un taux d'inclusion financière de 72,3%, devancé par la Côte d'Ivoire (77,9%) et le Bénin (77,8%). Une performance due à des réformes Cette performance qui positionne pour la deuxième fois le pays sur le toit de la zone de l'UEMOA est due principalement aux utilisateurs des services de microfinance. Les



TAUX DE BANCARISATION (SECTEUR DE LA MICROFINANCE)

RANG	PAYS	TAUX
1 ^{ER}	TOGO	78,5 %
2 ^{EME}	BENIN	72,2 %
3 ^{EME}	SENEGAL	52,0 %
4 ^{EME}	BURKINA FASO	43,4 %
5 ^{EME}	COTE D'IVOIRE	30,8 %
6 ^{EME}	MALI	26,7 %
7 ^{EME}	GUINEE-BISSAU	21,3 %
8 ^{EME}	NIGER	16,5 %

Source : rapport annuel de la BCEAO sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2019



réformes impulsées par le gouvernement sous le leadership du Chef de l'Etat y ont contribué : promotion de nouveaux produits et services financiers innovants, assainissement et professionnalisation du sous-secteur de la microfinance, le développement de la finance digitale. Des réformes portées et mise en œuvre à travers les multiples mécanismes en place dont le Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER) ou encore le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) dont les résultats positifs témoignent de l'impact généré et de l'engouement massif des femmes et des jeunes togolais. Environ 14 produits

sont proposés et 26 Partenaires des Services Financiers (PSF) sont à la manœuvre avec plus de 338 points de services sur toute l'étendue du territoire national. En outre, à cette date, plus de 1. 760. 765 bénéficiaires sont enregistrés avec au bout 96. 088 milliards de Fcfa décaissés à un taux de remboursement effectif de 92,31. Ainsi, le Togo fait partie des premiers pays en Afrique où non seulement la proportion des individus pauvres disposant d'un compte épargne au plan national et rural, le taux de pénétration démographique des services financiers par 1000 Km2 est des plus élevés.

Sécurité

Les conflits de transhumance ont fait 12 morts au Togo en 2020

Du 19 au 21 novembre 2020, les ministères de la Sécurité et de la Protection Civile et celui de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, ont présenté à Kara le bilan de la campagne de transhumance 2020 au Togo. C'était au cours d'un atelier organisé dans cette ville par ces deux ministères.

Selon le rapport présenté au cours de cette rencontre, les conflits liés à la transhumance ont causé en 2020 sur le sol togolais, 12 décès, 14 blessés, 1.603 réfugiés, 130 cas de dévastations de champs avec environs 10 millions de F CFA versés aux victimes.

Pour le Ministre en charge de la Sécurité et de la Protection Civile, Général Yark Damehane, ce bilan « trop lourd » doit interpeller chaque acteur. « Ces douze morts sont imputables à tous les acteurs, à tous les comités parce que, à quelque part, il y a eu quelque chose qui n'a pas marché et ça a débouché sur les violences et a entraîné des morts », a-t-il déploré.

Les causes principales des conflits violents entre bouviers et producteurs agricoles, selon le rapport des autorités togolaises sont entre autres, l'entrée précoce et le départ tardif des transhumants, le non-respect des points d'entrée, le pâturage nocturne, la complicité des éleveurs sédentaires, le déplacement des transhumants hors des couloirs.

Le Ministre de la Sécurité, le Général Yark Damehane et son collègue de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine LEGBA GBEGBENI, président du Comité national de transhumance, ont profité de l'occasion pour inviter les comités préfectoraux à œuvrer pour renverser la tendance lors de la prochaine campagne de transhumance.



Ils ont pour finir, convié les acteurs à respecter le Plan Opérationnel de Gestion de la Transhumance adopté par le Togo et qui préconise une gestion apaisée à travers la coexistence pacifique entre les différentes communautés.

Il faut noter qu'au Togo, la campagne de transhumance va du 31 janvier au 31 mai de chaque année.

Afreepress.info

Société

Vers la construction 20.000 logements sociaux pour les populations



Parallèlement à ses schémas directeurs, le Togo ambitionne se doter d'au moins 20000 logements sociaux. Un projet qui s'inscrit dans le Plan d'urbanisation du pays et en lien avec le PND (Plan National de Développement). Et dans le but de favoriser la multiplication des logements sociaux, plusieurs initiatives à l'instar de la création d'un Fonds spécial pour le développement de l'habitat (FSDH), sont en cours.

Face à une population en perpétuelle croissance, les logements sociaux sont devenus indispensables. Permettant de jauger les conditions de vie des populations, les logements sociaux se multiplient grâce aux différentes politiques de développement.

Aujourd'hui, l'un des objectifs phares des autorités est de parvenir à l'horizon 2022, à construire un total de 20 000 logements au profit des citoyens à des coûts abordables. L'objectif étant de stopper la naissance des bidonvilles et donner à tous, des chances de vivre sous un toit décent. Pour y parvenir, des réformes ont été engagées ces dernières années.

Et au nombre des initiatives, l'on note des réformes dans le secteur foncier, avec l'adoption d'un code foncier, l'allègement des procédures du foncier et du permis de construire. Aussi, il est prévu la création d'un

Fonds social de développement de l'habitat (FSDH), pour booster la création des logements sociaux.

Toutefois, des actions d'envergure sont en cours d'élaboration notamment, le bitumage et le pavage des rues dans les grandes villes à travers le Projet d'infrastructures et de développement urbain (PIDU) ainsi que la réalisation du Projet eau et assainissement (PEAT) dans les chefs-lieux des régions.

Il faut noter que depuis 2005, plus de 20 000 logements ont été bâtis. Et d'autres projets de construction de logements sont en cours d'exécution dans un partenariat public-privé.

Au nombre des initiatives engagées, la construction de la cité Mokpokpo, Renaissance et Well City. L'aménagement et la gestion des espaces publics et verts et la promotion de la production immobilière dans le secteur privé sur l'ensemble du territoire national. Une volonté politique qui pour la plupart « fait augmenter le nombre de logement social bâti ces dernières années ».

Aujourd'hui, pour atteindre les différents objectifs, l'Etat compte s'appuyer sur le Plan national de développement (PND 2018-2022), qui se veut un outil de lutte contre la pauvreté.

gapola.net

Politique

Jean-Pierre Fabre et les millions d'Alassane Ouattara

C'est une des causes qui ont conduit à l'éclatement de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition. Le Président ivoirien, Alassane Ouattara avait remis le 30 juillet 2018 à Lomé une importante somme d'argent aux leaders de ce regroupement d'alors. Le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) avoue finalement la réception de ce présent. Pour Jean-Pierre Fabre, il s'agissait d'un « cadeau » ayant empoisonné l'opposition et la lutte politique.

Dans une interview accordée au journal Le Correcteur du 23 novembre a finalement reconnu la remise d'une somme d'argent à la coalition de l'opposition togolaise (C14) par Alassane Ouattara à Lomé.

Selon l'opposant, les choses se sont passées à l'hôtel 2 Février à la veille du sommet des Chefs d'Etat de la CE-DEAO prévu le 31 juillet 2018 à Lomé.

Le président ivoirien avait souhaité rencontrer la coalition de l'opposition togolaise. Ce regroupement mettait à mal le régime de Faure Gnassingbé en réclamant l'opérationnalisation des réformes constitutionnelles et institutionnelles. Le retour à la constitution de 1992 et le droit de vote des togolais de l'extérieur étaient les revendications phares.

Durant 2 heures d'horloge, Alassane Ouattara a échangé avec les 7 leaders composant la délégation de la C14. Il s'agissait notamment d'Antoine Folly de l'UDS-Togo, Paul Apévon des FDR, Brigitte Adjamagbo Johnson de la CDPA,



Kossi Sama du PNP, Aimé Gogué de l'AD-DI et de Jean-Pierre Fabre de l'ANC.

A l'issue de la rencontre, le président ivoirien leur a remis « un sachet contenant de l'argent », avoue Jean-Pierre Fabre qui précise que le Chef de l'Etat ivoirien signifiait que « la somme était destinée à soutenir les activités de l'opposition ».

L'ex-chef de file de l'opposition a pris soin d'ajouter qu'aucun d'entre eux n'avait cherché à connaître le montant de cet argent » sur le champ.

« Nous avons donc pris connaissance du contenu du sachet qui est de trente millions. La décision a été prise d'en consacrer une partie à prendre soin des

militants du PNP détenus dans les prisons du Togo et le reste à l'organisation des manifestations de la C14 », a renseigné Jean-Pierre Fabre tout en précisant que la somme totale a été remise au trésorier de la C14, Laurent ATSU. « Je n'en ai jamais vu la couleur », a déclaré M. Fabre à Le Correcteur.

Pour finir sur le sujet, Jean-Pierre Fabre, crédité d'un peu plus de 4% à la dernière élection présidentielle fait savoir que cette histoire d'argent a causé beaucoup de tort à son parti et à lui-même et a malheureusement détruit la lutte politique.

Togobreakingnews.info

Politique/Soutien à la première femme Premier Ministre du Togo

Tomégah-Dogbé peut compter sur les femmes du secteur privé et du Grand marché de Lomé

Au Togo, depuis la nomination de la première femme au poste de Premier Ministre, les soutiens et encouragements fusent de partout à l'endroit de la cheffe du gouvernement. Les femmes du secteur privé togolais, notamment les femmes chefs d'entreprise et les femmes du Grand marché de Lomé étaient ce mardi 24 novembre 2020 à la Primature à Lomé. Elles ont échangé avec Mme le Premier Ministre, Cheffe du Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé sur plusieurs sujets relatifs à leurs secteurs d'activité.



Les femmes du secteur privé face à la crise sanitaire liée au Coronavirus ont lors des discussions, dressé la situation de leurs affaires à Mme le Premier Ministre avant de plaider pour plus de financement pour une relance rapide de l'économie. Elles ont également souhaité la reprise rapide des travaux de reconstruction du bâtiment central du Grand marché de Lomé. Occasion pour la délégation conduite par Edwige Sant'Anna Atayi de féliciter Mme le Premier Ministre pour sa nomination au poste de Chef du Gouvernement togolais.

« C'est pour nous une fierté

d'avoir une femme Premier Ministre, nous sommes venues la féliciter, l'encourager pour le travail qu'elle a à faire. Nous sommes venues aussi lui dire combien nous avons été honorées qu'il y ait autant de femmes dans le gouvernement et que nous les femmes chefs d'entreprise, du secteur privé et du grand marché de Lomé sommes toutes derrière elle pour que le Togo puisse avancer. », a indiqué Edwige Sant'Anna Atayi, Secrétaire générale de l'Association professionnelle des revendeuses de tissus Wax hollandais.

Afrique-news.info

jusqu'à -40%

sur le

DÉDOUANEMENT de vos VÉHICULES & MARCHANDISES*

#CQFS

Un taux de dépréciation de **25%** est appliqué sur les véhicules dont la date d'entrée aux magasins et aires de dédouanement est comprise entre le **1^{er} Janvier** et le **24 décembre 2020.**

Office Togolais des Recettes - OTR

LA FIBRE TOGOCOM EST CHEZ VOUS!

INTERNET & APPELS ILLIMITÉS

NOUVELLES ZONES COUVERTES!

- Djifa-Kpota
- Bè-Kpota
- Ahadji-Kpota
- Anfamé

À PARTIR DE

25000 F CFA / MOIS

JUSQU'À 100 MBPS

La fibre

Demandez dès maintenant votre fibre dans une agence Togocom!

Infrastructures sanitaires

Le Togo voit grand

Le droit à la santé est inaliénable. Depuis 2005, d'impressionnantes mesures prises au Togo sont destinées à assurer à la population, un accès facile aux services de santé de qualité. Au fil des années, grâce aux projets d'envergure (sensibilisations, campagnes nationales, programmes sanitaires...), le pays est parvenu à faire augmenter l'espérance de vie des citoyens. Les Togolais ont gagné 4,9 années de plus (de 1990 à 2018), dont 03 années gagnées entre 2010 et 2017 (Human Development Report). Pour les années à venir, le chef de l'Etat s'est engagé à améliorer davantage le bien-être des populations à travers la qualité, la proximité et l'accessibilité des soins.

Dans le processus de développement socioéconomique résilient et inclusif, le Togo a toujours priorisé les questions relatives à la santé. Pour justification, par le biais des concours généraux et sectoriels organisés de 2008 à 2018, 5 147 agents de santé ont été recrutés et mis à disposition des formations sanitaires, signe de l'existence d'une réelle politique de renforcement en ressources humaines. Tout calcul fait, le nombre de fonctionnaires exerçant dans le secteur s'élève à plus de 11 000.

Initiatives envisagées

Les pouvoirs publics entendent doter les structures sanitaires de scanners pour améliorer la prise en charge des patients ; construire 100 Centres médicaux sociaux (CMS) dans les zones rurales pour lutter contre l'automédication, la médecine traditionnelle et d'autres formes de pratiques médicales morbides ; réhabiliter les centres de santé communautaires existants.

Pour rapprocher les services des populations et faciliter les transfusions, 05 cliniques mobiles et une banque de sang seront installées par région. Depuis février 2019, 05 cliniques mobiles sont opérationnelles sur le territoire, en raison d'une par région. Elles sont équipées et facilitent l'accès aux soins pour des populations



vulnérables et éloignées des structures sanitaires classiques. Ces 05 mini hôpitaux interviennent pour des prises en charge immédiates et devraient desservir 2 700 villages avec 2,5 millions de patients potentiels ciblés pour au moins 276 000 consultations annuelles attendues.

Bâtir un Togo prospère avec des Togolais en bonne santé

De 2020 à 2025, le processus de contractualisation des formations sanitaires sera élargi pour assainir la gestion sanitaire, réhabiliter et doter les structures d'équipements. On ne peut surtout pas passer sous silence les idées de construction et d'équipement de 06 centres de santé mère-enfant sur

le territoire ; le doublement du nombre d'accoucheuses auxiliaires d'Etat ; l'extension de l'assurance maladie universelle à tous les Togolais afin de réduire de plus de 80% la part du coût des soins de santé supportés par les ménages ; le renforcement de la lutte contre le trafic et la contrefaçon de médicaments et des produits pharmaceutiques ; la construction et l'équipement d'un centre de lutte contre le cancer ; le renforcement du dépistage et du traitement des maladies non transmissibles ; l'introduction du vaccin contre l'hépatite B et le cancer de l'utérus dans le programme élargi de vaccination, etc.

Togotopnews.com

Culture

Le Togo célèbre ses cinéastes

● Des hommages à Do Kokou et Abalo Kilizou

Au Togo, la 4e édition de la semaine nationale du cinéma togolais a été officiellement lancée ce lundi 23 novembre 2020 à Lomé par le Ministre de la culture et du tourisme, Dr Kossi Gbényo LAMADOKOU, en présence de ses collègues, membres du gouvernement. Une occasion pour rendre hommage aux cinéastes et à deux illustres personnages du 7è art togolais.

En effet, le point d'orgue de la cérémonie de lancement de cette 4e édition de la semaine du cinéma togolais a été l'hommage rendu à deux cinéastes togolais. Le premier, Do Kokou Jacques a reçu des mains du Ministre de la culture et du tourisme, un trophée, signe de la reconnaissance de la nation pour service rendu au 7è art togolais. C'est un cinéaste, mais aussi un photographe professionnel, reconnu de par le monde lors de grands événements cinématographiques, dont le festival de Cannes en 2012 et le Festival de Moscou où il a remporté le prix de Bronze. Son premier film est intitulé "Kouami ou l'exode malversée" en 1974. Il est également l'initiateur du Cinéma itinérant (CIT) et des rencontres du cinéma et de la télévision du Togo (RECITEL) et auteur de nombreux clichés portant sur le patrimoine culturel national.

Le second hommage a été rendu, à titre posthume, au Feu Abalo Kilizou Blaise, un autodidacte qui a réalisé son premier docu-fiction intitulé "Dix ans de pouvoir du Président Eyadéma" en 1976 puis son premier long métrage "Kawilassi" ou "Sabin la mort et moi" en 1995. Ce film lui a valu le prix spécial du développement humain au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO). Ce qui lui confère le titre du 1er Togolais à obtenir ce prix. D'autres œuvres, telles que "Venu de France", "La révolte de l'ombre", "Le cri du silence", "Le mirage de l'espoir" portent son empreinte artistique.

C'est à son épouse, toute émue, que l'honneur est revenu de recevoir le trophée de son défunt époux.

Une vingtaine de productions audiovisuelles et cinématographiques, fictions, documentaires, séries et films d'animation, réalisées



par des cinéastes togolais, seront projetés au cours de cette 4e édition de la semaine nationale du cinéma togolais. Mais en raison de la pandémie au Coronavirus, ces projections se feront exclusivement sur les chaînes de télévisions partenaires, à savoir la Télévision nationale togolaise (TVT), TV2, Radio et Télévision Delta Santé (RTDS) et New word TV.

Ainsi, c'est en homme heureux que le ministre, Dr Kossi Gbényo LAMADOKOU, a officiellement lancée la semaine nationale du cinéma togolais qui, pour lui, propose de diffuser sur les écrans de télévisions, tout le charme et toute la hauteur que les réalisateurs togolais ont mis dans leurs films. Si le cinéma occupe une place particulière dans les ambitions culturelles et artistiques au Togo, a précisé le ministre, c'est

qu'il a le potentiel de créer des liens, de produire des émotions, de générer des sentiments et de rapprocher les hommes. Il est également un secteur pourvoyeur d'emplois et de création de richesse. C'est pour cela que le Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé n'a de cesse de multiplier les actions pour renforcer le secteur culturel national dans son ensemble et particulièrement le cinéma afin de faire des arts et de la culture, une vitrine séduisante du Togo à l'aune de son ambition politique culturelle. Il n'en veut pour preuve que l'adoption, entre autres, de la loi portant statut de l'artiste en République togolaise en 2016 et du code du cinéma dont le processus d'adoption a fort évolué.

Afrique-news.info

Coton

Olam prend le contrôle de la NSCT avec 15 millions €



Le groupe singapourien Olam prend le contrôle de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT), avec l'acquisition de 51% des parts de la société, pour un coût de 15,3 millions € (environ 10 milliards FCFA).

L'opération, qui devrait finaliser un processus de privatisation enclenché il y a quelques mois, vient d'être conclue par un accord d'achat d'actions entre le Groupe, l'Etat et la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton du Togo.

La privatisation devrait être achevée le mois prochain, en décembre 2020. Au terme de la transaction, l'Etat et la Fédération des cotonculteurs détiendront respectivement, 24% et 25%, dans l'entreprise cotonnière, « en charge de toutes les activités liées au coton au Togo », notamment l'engagement auprès des agriculteurs, l'égre-

nage, et la commercialisation.

Olam prend les rênes d'une entreprise togolaise qui se porte bien, en témoigne le fonds de roulement de la NSCT, arrêté à environ 19,1 millions €, selon l'entreprise singapourienne spécialisée dans l'agro-alimentaire. Elle aura pour mission de porter les ambitions de l'or blanc togolais, de l'augmentation de la production, à la transformation de la fibre sur place, en passant par l'amélioration de la productivité et des revenus des paysans. Si la production cotonnière a connu une hausse de plus de 400% ces dernières années grâce à la NSCT, elle est encore loin des objectifs de 200 mille tonnes à l'horizon 2022. Pour la campagne écoulée, le bilan était déficitaire, avec une production en baisse annuelle de 15%, passant de 137 000 pour 2018-2019, pour seulement 116 000 tonnes pour 2019-2020.

Togofirst.com

Coopération

Le Togo entame son quatrième cycle de consultations avec l'Allemagne



Le 4e cycle des consultations germano-togolaises a démarré lundi 23 novembre 2020 à Lomé. La rencontre qui réunit le gouvernement et des diplomates allemands, va permettre d'examiner et de renforcer la coopération entre le Togo et l'Allemagne, autour des axes prioritaires comme la gouvernance locale et la décentralisation.

D'après le gouvernement, il s'agira lors de ces consultations de deux jours, de redynamiser et opérer un recentrage de la coopération entre Lomé et Berlin en tenant compte des grandes lignes de la feuille de route du nouveau gouvernement.

Deux projets d'envergure qui sont en cours d'exécution au Togo avec l'appui de l'Allemagne vont être également abordés lors de cette rencontre. Il s'agit du Programme d'appui à la décentralisation au Togo (PAD) conduit par la KfW et le Programme décentralisation et gouvernance locale (ProDeGoL) piloté par la GIZ.

Il faut noter que l'Allemagne a débloqué près de 265 millions d'euros en faveur des projets de développement au Togo depuis la reprise de la coopération entre Lomé et Berlin en 2012.

Afreepress.info



Offre

PROMOTIONNELLE

Devenez **PARTENAIRE** de nos projets
à forts taux de rentabilité

GLOBAL TRADE CORPORATION S.A.

est une Société anonyme au capital
social de **2.000.000.000 F CFA**
enregistrée au registre du commerce et
du crédit mobilier sous le numéro :
TG-LOM 2020 B 2335.

Elle évolue dans les secteurs de
l'immobilier, l'agro-alimentaire,
les nouvelles technologies et la prise de
participation dans les entreprises.

La Mission de GLOBAL TRADE CORPORATION S.A. :


- Devenir et demeurer une entreprise de qualité où le client est la priorité.
- Être reconnu comme une entreprise responsable et performante.
- Avoir une structure toute en souplesse afin de s'adapter à l'unicité de nos clients
- Développer un vaste réseau d'entreprises à fort potentiel de revenus.

A partir du **10 novembre 2020**, Bénéficiez de la rentabilité de nos projets
avec des rémunérations mensuelles, trimestrielles, semestrielles et annuelles très alléchantes



TOUJOURS INNOVER POUR LE BIEN ÊTRE DE TOUS

NOUS CONTACTER AU

 **+228 93 67 48 45**



***PARTAGE TA BONNE HUMEUR
AVEC TES AMIS DÈS LE MATIN***



NET MATINAL

Internet gratuit

tous les jours
entre 6h et 8h

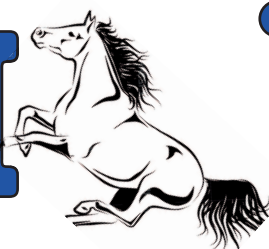
**Rechargez ou achetez 500 F et plus
de crédit et bénéficiez d'Internet gratuit
pendant 3 jours**

50 mégas offerts tous les jours de 6h à 8h pour toute recharge de forfaits cumulés de 500F et plus par jour, dans les Points De Ventes agréés ou par TMoney.
Promo valable jusqu'au 02/12/2020. Plus d'infos au 888.

[@togocom.tg](#) | [@togocom_tg](#)

[togocom.tg](#) | [togocel.tg](#) | [togotelecom.tg](#)

FORUM
DE LA SEMAINE



GROUPE FORUM PRESSE GFP

Directeur Général chargé de la Publication
Jean-Baptiste K. D. DZILAN
(alias Dimas DZIKODO)
B.P. 81 129 Lomé-Togo

Siège: Ancien Immeuble Air Burkina Tokoin Wuiti
Tél: +228 22 61 14 72 / 93 53 54 55
E-Mail: forumquotidien@gmail.com
Récépissé N° 200/15/05/03/HAAC

Comité de rédaction
Michel AKOETE
Kiwi AMEGANWOVOE
Informatique & Infographie
ALLYN Ekoué Mobali
Directeur Commercial
Norbert APETO
Imprimerie: SAMEXCOM
Tirage: 5000 Exemplaires